

Bercy sabre 10 milliards d'euros : l'agriculture et l'enseignement durement touchés

ADMINISTRATIF

ENSEIGNANT

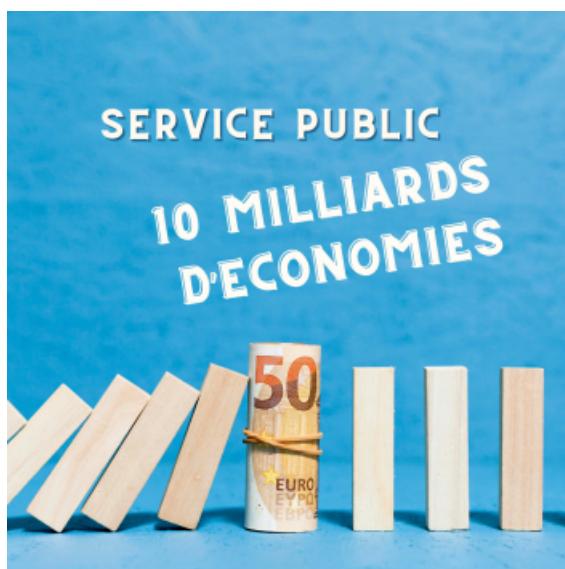
AED - AESH

SANTÉ

TECHNIQUE

VIE SCOLAIRE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Le décret d'annulation des crédits des administrations est paru, confirmant les coupes drastiques annoncées par Bercy. L'enseignement agricole et supérieur, déjà fragilisés, paient un lourd tribut à ces économies forcées

Bercy sabre 10 milliards d'euros : l'agriculture et l'enseignement durement touchés

L'éducation, pourtant affichée comme grande cause nationale, n'échappe pas à la cure d'austérité engagée par Bercy. Le décret d'annulation des crédits des administrations est paru : l'enseignement agricole et supérieur, déjà fragilisés, paient un lourd tribut à ces économies forcées.

Pour le ministère de l'agriculture ce sont 70 millions d'euros d'amputations par rapport aux crédits initiaux du projet de loi de finance adopté à l'automne dernier.

- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation et Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture perdent respectivement 10,5 et 6 millions d'euros.

- L'enseignement technique agricole n'est pas épargné avec une diminution de 8,5 millions d'euros sur le BOP 143 (enseignement scolaire).
- Dans l'enseignement supérieur, c'est une suppression de 900 millions d'euros dont 3,9 millions dans l'enseignement supérieur et la recherche agricole.

Un contexte alarmant

- Ces coupes budgétaires interviennent alors que le **renouvellement des générations** dans les métiers agricoles nécessite des **investissements importants**.
- L'enseignement supérieur et la recherche pourtant **essentiel** pour relever les **défis humains, sociaux, écologiques et économiques**, voit ses crédits diminuer

Qui va payer ?

Les coupes budgétaires portent sur les personnels (rémunérations/prestations sociales)

- Les **remplacements de personnels** (ATLS, enseignement et éducation)
- Des suppressions de postes ?
- Le **service public**, le service rendu aux **élèves et familles**, les **conditions de travail**

Ces décisions **contredisent** les discours du président de la République sur ses **priorités nationales**. Dans le même temps, les **lubies** du président comme les "briques" et l'uniforme à l'école mobilisent des fonds importants.

Ces coupes budgétaires **fragilisent encore davantage l'enseignement agricole et supérieur, et hypothèquent l'avenir de l'agriculture française**. Alors que nos politiques publiques devraient réorienter les priorités budgétaires vers des **investissements durables et porteurs d'avenir**.

Point de vue sur l'enseignement

Dans l'enseignement agricole, ce sont les moyens d'ajustement qui pourraient être touchés en priorité. La tendance est bien de faire reposer les remplacements de courtes durées des enseignants sur le pacte enseignant que le SEA-UNSA dénonce par ailleurs.

Cette coupe budgétaire va également encourager la dérive actuelle observée sur le non-respect du statut des personnels : des modifications insidieuses de leurs conditions d'emploi font peser sur eux les carences budgétaires de leur propre administration (heures supplémentaires imposées, financement de l'AP par des HSE, modification du décompte des heures de pluri en bacs pro rénovés). Ce n'est pas acceptable.

Pour le SEA-UNSA, ces annulations de crédits sont en totale contradiction avec les enjeux actuels en matière d'éducation, de formation et de recherche et contredisent les priorités nationales affichées par le Président.

Elles sont d'autant plus incompréhensibles que le projet de loi d'orientation agricole en préparation est censé conforter le système éducatif agricole pour qu'il réponde au double enjeu du renouvellement des générations en agriculture et de la nécessaire transition agroécologique.

Le fonctionnement du service public, le service rendu aux élèves et familles et les conditions de travail des agents vont être nécessairement impactés alors que nos politiques publiques devraient

réorienter les priorités budgétaires vers des investissements durables et porteurs d'avenir.

Sur la même thématique

Article UNSA FP :

[Le budget 2024 devenu insincère ! La Fonction publique fortement impactée !](#)

Article UNSA éducation :

[Le choix fou d'un gouvernement qui renonce aux dépenses tournées vers l'avenir et la jeunesse](#)